



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le 25 février 2013

Unité territoriale du Loir et Cher

**BARBAT RECYCLAGE**

15 rue Léon Fournier  
41005 Blois

Renouvellement d'agrément  
« centre VHU »

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées**  
à  
**Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher**  
(DDCSPP / SPE)

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe :

- Projet d'arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément

Par bordereau du 12 octobre 2012, le préfet de Loir-et-Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR 4100013 D pour l'exploitation d'installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (« centre VHU ») présentée par la société BARBAT RECYCLAGE située 15 rue Léon Fournier sur le territoire de la commune de Blois.

## **1- CADRE REGLEMENTAIRE**

### **a) Dispositif de traitement des VHU**

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

### **b) Agréments des opérateurs**

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

## **2- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société BARBAT située 15, rue Léon Fournier à Blois exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral n°2006-221-11 du 9 août 2009 et par arrêté préfectoral n°2007-10-5 du 10 janvier 2007 valant aussi agrément « démolisseur ».

La société BARBAT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des propriétaires, garagistes, compagnies, centre VHU etc... en provenance de la région Centre. La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 2400 VHU par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant possède un atelier de dépollution-démontage équipé à cet effet.

Au sein de la société, 2 salariés sont affectés aux opérations de dépollution et démontage des VHU.

A ce titre, l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 10 janvier 2007 pour une durée de 6 ans.

## **3- INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE BARBAT**

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société BARBAT a été reçu le 12 octobre 2012, complété le 27 décembre 2013 et le 21 février 2013.

Le dossier contient l'ensemble des éléments requis par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

### **a) Éléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement**

Le dossier contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'Environnement: nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination. Ainsi la demande comporte les informations suivantes:

Déchets	Quantités (tonnes)	Société les prenant en charge
Ferrailles	1800	GDE
Batteries	24	STCM ou GDE
Huiles et liquides de refroidissement	17	MARTIN ENVIRONNEMENT
Filtres à huiles	1,7	MARTIN ENVIRONNEMENT
Pneumatiques	78	MEGA PNEUS

#### **b) Engagement de respecter le cahier des charges**

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

#### **c) Attestation de conformité**

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS suite à une visite en date du 21 juin 2012. Cet organisme est accrédité selon le référentiel EMAS ISO 14001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

#### **d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur**

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

La zone de 375 m2 dédiée à l'activité VHU est composée d'un atelier de dépollution couvert et d'une zone de stockage des VHU, l'ensemble étant sur rétention.

L'exploitant dispose des infrastructures, équipements et moyens humains suivants:

- un pont fixe ;
- les stockages des fluides issus de la dépollution sont sur rétention et couverts;
- les batteries, les pots catalytiques et les filtres sont stockés dans des conteneurs étanches ;
- une cisaille pour couper les pots d'échappement en vue du recyclage des pots catalytiques;
- le retrait des carburants, des huiles, du liquide de refroidissement, du liquide de frein est réalisé à l'aide de pompes pneumatiques.
- L'installation dispose d'une station de récupération des fluides frigorigènes ;
- une déjanteuse ;
- deux salariés affectés aux opérations de dépollution des VHU.

En outre, le centre VHU dispose de l'attestation de capacité pour la récupération des fluides frigorigènes.

Par ailleurs, l'exploitant a pu justifier de ses capacités financières en transmettant les montants des trois derniers chiffres d'affaires et résultats annuels de la société. Les exercices comptables reportés dans le tableau-ci dessous sont établis du 1er septembre au 31 août de l'année suivante.

ANNEE	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Chiffre d'affaires (en M€)	19,818	39,345	39,460
Résultat (en €)	29 363	347 417	- 18 746

La cotation D4+ est attribuée par la Banque de France à la société Barbat. Cette cotation correspond à une capacité assez forte de l'entreprise à honorer l'ensemble de ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans.

#### **e) dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation**

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'exploitant indique atteindre un taux de réutilisation et de recyclage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 5 % de la masse moyenne des véhicules pour un taux minimum fixé à 3,5% (en se pénalisant en ne prenant pas en compte le démontage du verre obligatoire à compter du 1er juillet 2013).

Les taux de réutilisation et recyclage et de réutilisation et de valorisation respectivement de 3, 5 et 5% sont notamment atteints par le démontage des pare-choc et des garde boues, des enjoliveurs, des faisceaux électriques.

Par ailleurs, afin de justifier de l'atteinte du taux de réutilisation et valorisation de 85% pour l'ensemble de la filière, l'exploitant a communiqué les informations que lui a communiqué la société de broyage à qui sont confiés les VHU. A l'heure actuelle, les campagnes d'évaluation des performances n'ont pas été réalisées, ces campagnes devant être réalisées sur la base d'un cahier des charges élaboré par l'ADEME et validé par le ministère de l'écologie. Le broyeur n'a donc pas été en mesure de communiquer ses propres performances en matière de réutilisation et valorisation.

Sur la base de ces éléments, le centre VHU répond aux obligations des articles 11 et 12 de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 en terme des taux minimums de réutilisation, valorisation et recyclage.

## **4 – PRESCRIPTIONS**

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose le renouvellement de l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

## **5 - CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Considérant :

que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012;

qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de cet arrêté;

que le rapport établi le 21 juin 2012 par l'organisme ECOPASS n'a pas mis en évidence de non-conformité;

que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire;

que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I, sur la base des données disponibles ;

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société BARBAT située 15, rue Léon Fournier à Blois.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur  
le Préfet de Loir-et-Cher,  
Pour le directeur,  
L'inspectrice des installations classées